

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 22 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE

46 ROUTE DE NESLE
BP 70007
80190 MESNIL ST NICAISE

Références : 2022 – E30167
Code AIOT : 0005102404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 MESNIL ST NICAISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été organisée suite à l'incendie survenu au sein de l'établissement le 02 octobre matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE
- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 MESNIL ST NICAISE
- Code AIOT : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Oui

La société TSSE exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas et IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visite post-accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le sinistre a impacté un filtre à manche situé au quatrième étage du moulin.

L'alerte a été donnée le 02 octobre à 12h30 avec un dégagement de fumée au niveau du moulin. En réaction, l'exploitant a arrêté le moulin et le transfert des matières. Les équipes de première intervention ont commencé à intervenir et à réaliser des reconnaissances.

Au regard des difficultés de la reconnaissance, l'exploitant a déclenché son Plan d'Opération Interne (POI) et a appelé le SDIS.

L'exploitant a mobilisé des RIA et colonnes sèches pour assurer le refroidissement du filtre à manche.

Relativement peu d'eau a été utilisée dans le sinistre (essentiellement pour le refroidissement de l'équipement).

L'exploitant a ensuite réaliser des investigations avec les pompiers pour prévenir tout risque de propagation.

La levée du POI a été réalisé à 16h25.

L'usine est à l'arrêt à l'exception du chargement des matières premières, dans l'attente de l'identification de la cause première de l'incendie.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une action rapide de l'exploitant a permis de limiter la propagation de l'incendie. Peu d'eau a été utilisé lors du sinistre, et aucune eau d'extinction n'a du être confinée. Les eaux ont été rassemblées lors du nettoyage et seront traités dans des filières adaptées à ce type de déchets.